



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Occitanie**

Nîmes, le **2 JUIN 2025**

Cellule Carrières Mines Après-Mine Eolien
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté Préfectoral Complémentaire n° 2025-039 DREAL

prorogeant de 24 mois l'arrêté préfectoral n°1833/14-12-93 du 17/12/1993 modifié autorisant l'exploitation d'une carrière de roche calcaire, sur le territoire de la commune de Beaucaire, aux lieux-dits Saint Sixte, Genestet, Les Carrières, Enclos de Forton, Mas de Guérin, Clos des Melettes, Roc des Mourgues, Bieudon, Enclos de l'Argent et Enclos d'Armin

Exploitant : Heidelberg Materials France Ciments

Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L 181-3, L181-14, L 511-1, L 515-1, L 516-1, R 181-45, R 181-46 et R 516-1 ;
- Vu** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme Bonet en qualité de préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 24 avril 2024 nommant M. Yann Gérard, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2024-10-18-00009 du 18 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Yann Gérard, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 1833/14-12-93 du 17 décembre 1993 autorisant la SA CALCIA à exploiter à ciel ouvert une carrière de calcaire et de cailloutis sur le territoire de la commune de Beaucaire aux lieux-dits Saint Sixte, Genestet, Les Carrières, Enclos de Forton, Mas de Guérin, Clos des Melettes, Roc des Mourgues, Bieudon, Enclos de l'Argent et Enclos d'Armin ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 99-246N du 2 novembre 1999 autorisant la société Ciments Calcia à porter les fronts d'abattage jusqu'à une hauteur de 25 mètres pour l'exploitation de sa carrière de calcaire située sur le territoire de la commune de Beaucaire ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-066N du 23 juillet 2010 concernant la remise en état de la carrière susvisée ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12-028N du 22 mars 2012 concernant les garanties financières pour la remise en état de la carrière susvisée ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 16-192N du 15 décembre 2016 concernant la modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière susvisée ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20-155-DREAL du 16 septembre 2020 concernant la surveillance des mesures de vibrations de tirs de mines de la carrière susvisée ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-048 du 14 septembre 2022 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière susvisée ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-064 DREAL du 2 novembre 2023 prorogeant de 18 mois l'arrêté préfectoral n°1833/14-12-93 du 17/12/1993 modifié autorisant l'exploitation d'une carrière de roche calcaire, sur le territoire de la commune de Beaucaire, aux lieux-dits Saint Sixte, Genestet, Les Carrières, Enclos de Forton, Mas de Guérin, Clos des Melettes, Roc des Mourgues, Bieudon, Enclos de l'Argent et Enclos d'Armin ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 avril 2025 portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale unique présentée par la SAS Heidelberg Materials France Ciments, en vue du renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roche calcaire et de molasse calcaro-gréseuse et de la création d'une station de transit dans le cadre de l'accueil de déchets inertes extérieurs, aux lieux-dits Saint Sixte, Genestet, les Carrières, Enclos de Forton, Mas de Guérin, Clos des Melettes, Bieudon, Enclos de l'Argent et Enclos d'Armin, sur le territoire de la commune de Beaucaire ;
- Vu** le courrier de l'exploitant en date du 24 juin 2024 informant du changement de dénomination sociale à compter du 1^{er} juillet 2024, Ciments Calcia devenant Heidelberg Materials France Ciments (nom commercial : HM France Ciments) ;
- Vu** le porter à connaissance de demande de prolongation de l'arrêté préfectoral d'autorisation initiale, daté du 6 mai 2025, reçu à la Préfecture le 12 mai 2025 ;
- Vu** l'ensemble des pièces du dossier ;
- Vu** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie en date du 23 mai 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur par courriel du 23 mai 2025, accusé réception le 26 mai 2025 ;
- Vu** le courrier de l'exploitant du 26 mai 2025 stipulant qu'après lecture du projet d'arrêté préfectoral complémentaire, il ne formule aucune observation sur ledit projet ;
- Considérant** que l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral susvisé du 17 décembre 1993 ne peut excéder 30 ans en application de l'article L 515-1 du code de l'environnement et qu'elle peut être renouvelée dans les mêmes limites ;
- Considérant** que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 décembre 1993 arrive à échéance au 17 décembre 2023, remise en état comprise ;
- Considérant** que l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-064 DREAL du 2 novembre 2023 arrive à échéance au 17 juin 2025, remise en état comprise ;
- Considérant** que le dossier de demande de renouvellement de l'autorisation environnementale d'exploiter la carrière, comprenant une évaluation environnementale, a été déposé par voie de téléprocédure, le 10 août 2022 par Ciments Calcia, devenue Heidelberg Materials France Ciments ;

Considérant que l'établissement de la complétude et de la régularité du dossier de demande de renouvellement de l'autorisation environnementale, la phase d'examen, s'est achevée le 13 mars 2025 du fait notamment des enjeux en matière de biodiversité ayant nécessité une dérogation à l'interdiction d'atteinte pour certaines espèces protégées et certains habitats d'espèces protégées au titre du code de l'environnement ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 4 avril 2025 portant ouverture d'une enquête publique susvisé prescrit une enquête publique du mercredi 30 avril 2025 au mardi 3 juin 2025 inclus ;

Considérant de ce fait que les délais d'instruction dépasseront la durée de l'autorisation d'exploiter la carrière actuellement accordée ;

Considérant que l'exploitant sollicite de pouvoir poursuivre son activité, sans interruption pendant la procédure d'instruction de la demande ;

Considérant que cette exploitation complémentaire est réalisée sans extension géographique du périmètre autorisée et sans augmentation des quantités extraites ;

Considérant que les impacts du fonctionnement de l'installation pendant cette prolongation sont compensés par un moindre impact pendant la durée de l'autorisation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible ;

Considérant que cette modification n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement ;

Considérant que, conformément à l'article R 181-46, ces modifications sont considérées comme non substantielles et ainsi ne nécessitent pas le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation avec enquête publique ;

Considérant que certaines dispositions de l'autorisation doivent être modifiées et/ou complétées pendant la durée de prolongation de l'autorisation proposée ;

Considérant que l'exploitant justifie de maîtrise foncière en pleine propriété de l'ensemble des terrains ;

Considérant que l'article R 181-45 du code de l'environnement indique notamment que *"les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R 181-18 et R 181-22 à R 181-32. Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit. Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L 181-3 et L 181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2.../..."* ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R 516-1 du code de l'environnement, l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis ;

Considérant qu'il convient de modifier les prescriptions des articles 3.11 à 3.15 de l'arrêté d'autorisation n° 1833/14-12-1993 du 17 décembre 1993 et de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 16-192N du 15 décembre 2016 ;

Considérant qu'il convient de compléter les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 16-192N du 15 décembre 2016 ;

Considérant qu'il convient d'abroger et de remplacer l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-064 DREAL du 2 novembre 2023 ;

Le pétitionnaire informé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. PROLONGATION DE L'AUTORISATION

Heidelberg Materials France Ciments, dont le siège social est situé Tour Alto - 4 place des saisons - 92400 Courbevoie, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roche calcaire aux lieux-dits Saint Sixte, Genestet, Les Carrières, Enclos de Forton, Mas de Guérin, Clos des Melettes, Roc des Mourgues, Bieudon, Enclos de l'Argent et Enclos d'Armin, sur le territoire de la commune de Beaucaire, pour une durée de 24 mois au maximum à compter de la date d'échéance prescrite à l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1833/14-12-1993 du 17 décembre 1993, modifié et remplacé par l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 16-192N du 15 décembre 2016.

La présente décision de prolongation de l'autorisation d'exploiter cessera de produire effet le lendemain de la date à laquelle la future autorisation environnementale aura été notifiée à l'exploitant et, au plus tard, le 17 décembre 2025, remise en état comprise.

ARTICLE 2. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Les prescriptions des articles 3.11 à 3.15 de l'arrêté d'autorisation n° 1833/14-12-1993 du 17 décembre 1993 et de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 16-192N du 15 décembre 2016, sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Les caractéristiques de l'exploitation de la carrière sont :

- *superficie de la zone d'extraction : 30,10 ha,*
- *côte maximale d'extraction limitée à 9m NGF,*
- *profondeur moyenne d'extraction : environ 60m,*
- *exploitation hors d'eau,*
- *modalités d'exploitation : explosifs et engins mécaniques*
- *production maximale annuelle : 1 825 000 tonnes de calcaire.*

L'exploitation de la carrière ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des cours d'eau, ni modifier leur cheminement.

L'exploitation de la carrière de calcaire se développe selon les éléments du porter à connaissance susvisé, daté du 6 mai 2025, reçu à la Préfecture le 12 mai 2025, selon le plan de phasage annexé au présent arrêté.

Heidelberg Materials France Ciments bénéficie de l'intégralité des droits et doit se conformer à toutes les obligations non contraires attachées aux autorisations susvisées.

ARTICLE 3. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 16-192N du 15 décembre 2016, sont complétées par les prescriptions suivantes :

Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Le montant minimum retenu par l'exploitant pour la constitution des garanties financières, pour la période du 18/12/2023 au 17/12/2025 minuit, s'élève à 1 717 088 € TTC.

La valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières actualisées, est 132,2 (février 2025, publié au J.O. du 16/04/2025).

Le plan d'exploitation et de garanties financières correspondant à la période mentionnée ci-dessus est joint en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 4. DOCUMENT ATTESTANT DE LA CONSTITUTION DE GARANTIES FINANCIÈRES

Heidelberg Materials France Ciments transmet au Préfet un document attestant la constitution des garanties financières pour la période du 18/06/2025 au 17/12/2025 minuit, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement actualisé avec le dernier indice TP01 en vigueur lors de l'établissement de l'acte de cautionnement.

Cet acte doit être transmis dans un délai maximal d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 5. ABROGATION DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° 2023-064 DREAL

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-064 DREAL du 2 novembre 2023 prorogeant de 18 mois l'arrêté préfectoral n°1833/14-12-93 du 17/12/1993 modifié autorisant l'exploitation d'une carrière de roche calcaire, sur le territoire de la commune de Beaucaire, aux lieux-dits Saint Sixte, Genestet, Les Carrières, Enclos de Forton, Mas de Guérin, Clos des Melettes, Roc des Mourgues, Bieudon, Enclos de l'Argent et Enclos d'Armin, est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 6. SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

ARTICLE 7. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R 514-3-1 du code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 8. PUBLICITÉ

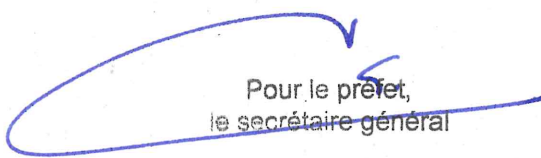
En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R 181-44 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse : <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

ARTICLE 9. EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard,
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie,
le Maire de la commune de Beaucaire,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à l'exploitant.

Le Préfet



Pour le préfet,
le secrétaire général

Yann GÉRARD

**Annexe : Plan prévisionnel d'exploitation et de garanties financières
(décembre 2025)**

